

QUESTIONS-RÉPONSES FNTF SUR LA COVID-19

Retrouvez le **recueil des principales questions juridiques posées** par les adhérents de la FNTF dans le contexte d'épidémie de Covid-19 et les réponses qui y sont apportées.



Il est rappelé qu'une première FAQ issue des dispositions prises par le Gouvernement et des problématiques rencontrées par les adhérents de la FNTF de mars à juillet 2020 est accessible [ICI](#).

Les informations sont actualisées au jour le jour en fonction de l'évolution de la situation.

Table des matières

Retrouvez le recueil des principales questions juridiques posées par les adhérents de la FNTF dans le contexte d'épidémie de Covid-19 et les réponses qui y sont apportées. **1**

VIE DES MARCHES **4**

- 1. Quelles adaptations des règles de la commande publique ?** **4**
- 2. Comment attester de la régularité sociale et fiscale durant cette période du fait des reports de charges ?** **5**
- 3. Quelle avance puis-je solliciter dans le cadre d'un nouveau marché ?** **6**
- 4. Puis-je solliciter une prolongation de mes délais d'exécution ?** **8**
- 5. Mon donneur d'ordre retarde le paiement des travaux que j'ai réalisés, que puis-je faire ?** **9**
- 6. Des clauses d'insertion prévues au marché ne peuvent être respectées, que puis-je faire ?** **9**

TRESORERIE DES ENTREPRISES **10**

- 7. Quid des Cotations Banque de France - Assureurs-crédit ?** **10**
- 8. Où me renseigner si mon entreprise est en difficultés ?** **10**
- 9. Comment obtenir des reports de paiement de mes échéances fiscales ?** **11**
- 10. Quelles sont les aides (prêts, garanties) dont les entreprises de TP peuvent bénéficier en matière de soutien à la trésorerie ?** **11**
- 11. Puis-je bénéficier de l'aide du fonds de solidarité ?** **15**
- 12. Puis-je obtenir le report du paiement de mes loyers ?** **16**

VIE DES ENTREPRISES.....	17
13. Quelles sont les adaptations en matière de commande publique pour les entreprises en redressement judiciaire ?	17
14. Quelles sont les adaptations pour les entreprises en difficultés ?	17
15. Comment respecter mes obligations en matière d'Assemblée générale annuelle ?	18

La FNTF vous invite à consulter les sources officielles d'informations provenant des sites internet :

- du gouvernement (<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>), si vous souhaitez une vision globale des informations sur le Coronavirus ;
- du ministère de l'Economie (<https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises>), au sein duquel vous trouverez en autres le détail des mesures de soutien notamment à la trésorerie aux entreprises ;
- des impôts (<https://www.impots.gouv.fr/portail/coronavirus-covid-19-le-point-sur-la-situation>) ;
- de l'URSSAF (<https://www.urssaf.fr/portail/home.html>).

Un numéro spécial d'information sur les mesures d'urgence pour les entreprises en difficulté a été mis en place par le Ministère de l'Economie : 0 806 000 245. Ce numéro est accessible du lundi au vendredi de 9 à 12 heures puis de 13 à 16 heures.

Etat d'urgence sanitaire

La première **Loi d'urgence sanitaire** a été adoptée le **23 mars 2020** par le Parlement et publiée au Journal Officiel du 24 mars 2020. L'état d'urgence sanitaire y avait été instauré pour une durée initiale maximum de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi d'urgence (23 mai 2020), lequel a fait l'objet d'une prorogation par la **Loi n° 2020-546** du 11 mai 2020, publiée au Journal Officiel du 12 mai 2020, **jusqu'au 10 juillet 2020.**

La **Loi du 9 juillet 2020** organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire publiée au Journal Officiel le 10 juillet 2020 a mis en place un régime transitoire à partir du **11 juillet autorisant le gouvernement à prendre des mesures exceptionnelles jusqu'au 31 octobre 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19.**

A nouveau, le Décret n° **2020-1257** du **14 octobre 2020** publié au Journal Officiel du 15 octobre 2020 a déclaré l'état d'urgence sanitaire, **ce à compter du 17 octobre 2020 à 0 heure jusqu'au 16 novembre 2020.**

Pour mémoire, l'état d'urgence sanitaire est une mesure exceptionnelle pouvant être décidée en conseil des ministres en cas de catastrophe sanitaire, notamment d'épidémie, mettant en péril la santé de la population. L'état d'urgence est déclaré par décret en conseil des ministres sur le rapport du ministre chargé de la santé pour une **durée maximale d'un mois. Au-delà d'un mois, sa prorogation doit être autorisée par la loi.**

Ainsi, le 21 octobre 2020, le gouvernement a présenté un **Projet de Loi pour prolonger l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021.**

Ce texte a été adopté par le Parlement le 7 novembre 2020 et fait l'objet d'une saisine du Conseil Constitutionnel. Le Conseil Constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution les dispositions de la loi d'état d'urgence sanitaire dans sa **décision du 13 novembre 2020.**

La [Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020](#) autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire a été publiée au Journal Officiel le 15 novembre 2020.

L'état d'urgence sanitaire est prorogé jusqu'au 16 février 2021 inclus. Le régime transitoire de sortie de l'état d'urgence sanitaire est quant à lui prolongé jusqu'au 1^{er} avril 2021.

Les dispositions de son article 10 prévoient que le Gouvernement est autorisé à **prendre par Ordonnances** notamment toute mesure relevant du domaine de la loi « *en vue de prolonger ou de rétablir l'application des dispositions prises, le cas échéant modifiées, par voie d'ordonnance et à procéder aux modifications nécessaires à leur prolongation, à leur établissement ou à leur adaptation, le cas échéant territorialisée, à l'état d'urgence sanitaire* ».

Ordonnances d'application

A été adoptée l'Ordonnance n° [2020-1443](#) du 25 novembre 2020 (Journal Officiel du 26 novembre 2020) portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19.

Décrets

La publication de plusieurs décrets est à relever :

- Décret n° [2020-1261](#) du 15 octobre 2020 (Journal Officiel du 17 octobre 2020) relatif aux avances dans les marchés publics ;
- Décret n° [2020-1310](#) du 29 octobre 2020 (Journal Officiel du 30 octobre 2020) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire modifié par le Décret n° [2020-1331](#) du 2 novembre 2020 (Journal Officiel du 3 novembre 2020) ;
- Décret n° [2020-1328](#) du 2 novembre 2020 (Journal Officiel du 3 novembre 2020) relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation.

VIE DES MARCHES

A ce stade, dans l'attente de l'adoption de la Loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire au-delà du 16 novembre 2020 et des ordonnances d'application en découlant, peu de dispositions spécifiques liées aux marchés, en dehors du droit commun, sont applicables.

1. Quelles adaptations des règles de la commande publique ?

Est-ce qu'une entreprise en redressement judiciaire peut soumissionner à un marché public ?

Afin de favoriser la relance de l'économie, l'Ordonnance n°[2020-738](#) du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique prévoit différentes mesures pour soutenir les entreprises, notamment les PME.

Jusqu'à présent, le code de la commande publique interdisait à une entreprise en redressement judiciaire, qui ne pouvait justifier avoir été habilitée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du contrat, de se voir attribuer un marché public ou une concession.

Désormais, les **entreprises en redressement judiciaire ne peuvent être exclues** pour ce motif de la passation des marchés et des concessions **lorsqu'elles bénéficient d'un plan de redressement**. Leur admission à concourir n'est plus conditionnée par la poursuite de leur activité pendant la durée prévisible du marché (art. 1).

Attention : cette mesure est temporaire et sera applicable **uniquement jusqu'au 10 juillet 2021**.

Est-ce qu'un marché peut être résilié si le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ?

Un marché public ne peut être résilié du seul fait que le titulaire fasse l'objet d'une procédure de redressement judiciaire. L'article 38 de la Loi n° [2020-734](#) du 17 juin 2020 prévoit parallèlement et en complément que, par dérogation à l'article [L. 2195-4](#) du Code de la Commande, l'acheteur ne peut procéder à la résiliation unilatérale d'un marché public au motif que le titulaire est admis à la procédure de redressement judiciaire, si cette admission intervient avant le 10 juillet 2021 inclus.

L'article [L. 2195-4](#) du Code de la Commande prévoit en effet que « *l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition que celui-ci l'ait informé sans délai de son changement de situation* ».

Est-ce qu'une part est réservée aux PME durant cette période ?

L'Ordonnance n°[2020-738](#) du 17 juin 2020 impose également **pour les marchés globaux qu'au moins 10 % de l'exécution du marché soient confiés à des PME** ou des artisans (article L. 2171-1 du code de la commande publique) à savoir :

- les marchés de conception-réalisation,

- les marchés globaux de performance,
- les marchés globaux sectoriels, surtout bâtementaires.

Important : la part que l'entreprise s'engage à confier à des PME est un **critère obligatoire d'attribution** de ces marchés globaux. Cette part confiée aux PME ne peut être inférieure à **10 % du montant prévisionnel du marché** sauf lorsque le secteur concerné ne le permet pas (art. 2).

Une PME au sens européen du terme répond aux critères suivants :

- moins de 250 personnes,
- chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros,
- non détenue à plus de 25 % par une autre entreprise.

Attention : cette mesure est temporaire et sera applicable **uniquement jusqu'au 10 juillet 2021**.

Est-ce que la baisse du chiffre d'affaires est prise en compte ?

L'Ordonnance n°[2020-738](#) du 17 juin 2020 prévoit enfin que **les acheteurs ne doivent pas tenir compte de la baisse du chiffre d'affaires** intervenue durant les exercices impactés par la crise sanitaire **au titre de l'appréciation de la capacité économique et financière des entreprises**.

Cette mesure, en revanche, est **applicable jusqu'au 31 décembre 2023** compte tenu de la prise en compte du CA sur les 3 dernières années (art. 3).

2. Comment attester de la régularité sociale et fiscale durant cette période du fait des reports de charges ?

A titre exceptionnel et compte tenu de l'état d'urgence sanitaire et de ses impacts économiques sur les entreprises, **des reports ou délais de paiement des cotisations et contributions dues à ces dates peuvent être accordés**.

L'aménagement du paiement des cotisations et contributions sociales ne donne alors lieu à aucune majoration ou pénalité et, en cas de report du paiement des cotisations salariales (article 4 de l'Ordonnance n° [2020-428](#) du 15 avril 2020).

Ainsi, les difficultés de paiement postérieures au 1^{er} mars 2020 et faisant suite aux conséquences de la crise n'empêchent pas la délivrance des attestations.

En conséquence, la [FAQ](#) du site de l'URSSAF apporte des précisions sur les points suivants :

« Dans le cadre du reconfinement, le report du paiement des cotisations pour les échéances de novembre est-il possible ?

Afin de tenir compte des nouvelles mesures de restriction sanitaire, les employeurs peuvent reporter tout ou partie du paiement de leurs cotisations salariales et patronales pour les échéances des 5 et 15 novembre 2020. Le report des cotisations Urssaf vaut également pour les cotisations de retraite complémentaire.

Attention : les déclarations doivent néanmoins être déposées aux dates prévues.

Pour bénéficier du report, il suffit de remplir en ligne un formulaire de demande préalable. En l'absence de réponse de l'Urssaf sous 48h, cette demande est considérée comme acceptée.

Les cotisations qui ne seront pas payées sont automatiquement reportées. Aucune pénalité ni majoration de retard ne sera appliquée.

Dans le contexte actuel, où notre système de soins et plus largement notre protection sociale et l'action de l'Etat sont plus que jamais sollicités, il est important que les entreprises qui le peuvent continuent à participer au financement de la solidarité nationale. Nous appelons donc les entreprises à faire preuve de responsabilité dans l'usage des facilités qui leur sont accordées, afin qu'elles bénéficient avant tout aux entreprises qui en ont besoin.

Des modalités particulières seront prévues pour les départements et territoires d'outre-mer n'étant pas concernés par le confinement ».

« Comment obtenir l'attestation de vigilance ?

Les entreprises peuvent télécharger leur attestation de vigilance à partir de leur espace en ligne si elles sont à jour de leurs cotisations au 1^{er} mars 2020. Les difficultés de paiement postérieures à cette date et faisant suite aux conséquences de la crise sanitaire n'empêchent pas la délivrance de cette attestation ».

« Que se passe-t-il pour mes échéances ayant fait l'objet d'un report lors de la première vague de la crise sanitaire ?

Dans le cas où vous avez demandé le report de 3 mois de vos cotisations, vous pouvez désormais acquitter ces cotisations aux dates d'exigibilité.

En revanche, si vous souhaitez échelonner ces paiements, nous vous demandons d'attendre que votre Urssaf vous contacte afin de convenir d'un accord qui prendra en compte la totalité des cotisations ayant fait l'objet de reports ces derniers mois.

Si vous restez redevable de cotisations sociales même en tenant compte des aides mises en place depuis le début de la crise, votre Urssaf vous adressera, au plus tard le 30 novembre, un plan de règlement amiable de la dette à payer, en plusieurs échéances. Pour vos dettes concernant les cotisations de retraite Agirc-Arrco, votre caisse de retraite vous adressera également une proposition d'échéanciers.

Attention : *en raison du contexte actuel et des mesures décidées par le Gouvernement le 28 octobre, des précisions seront apportées ultérieurement concernant la mise à disposition de ces échéanciers de paiement ».*

Attention : l'Ordonnance n° [2020-428](#) précise toutefois que lorsqu'un redevable dissimule de manière volontaire ou par omission la véritable situation financière de sa société, il ne peut bénéficier de ces reports exceptionnels.

3. Quelle avance puis-je solliciter dans le cadre d'un nouveau marché ?

Les **règles applicables** aux marchés de l'Etat et des collectivités territoriales sont rappelées dans le tableau ci-après :

Conditions de versement des avances	Si le marché est > à 50 000 € HT et le délai d'exécution > à 2 mois
Bénéficiaires	Titulaire ou sous-traitant à paiement direct (art. R. 2191-19 CCP)

<p>Montant minimal obligatoire</p> <p>Régime pour les PME</p>	<p>5% du montant du marché TTC</p> <p>Marchés de l'Etat : 20% du montant du marché TTC Marchés des grandes collectivités territoriales et des EPA de l'État : 10 % du montant du marché TTC</p> <p>Ce montant est minoré lorsque la durée du marché est supérieure à 12 mois (art. R. 2191-7 CCP)</p>
<p>Marchés à tranches</p> <p>Accords-cadres à bons de commande</p>	<p>Les mêmes dispositions s'appliquent</p> <p>Art. R. 2191-13 CCP Art. R. 2191-16 à R. 2191-18 CCP</p>

Le Décret n° [2020-1261](#) du 15 octobre 2020 (Journal Officiel du 17 octobre 2020) relatif aux avances dans les marchés publics est venu simplifier les règles d'attribution des avances pour les marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à partir du 18 octobre 2020.

Quels sont les marchés concernés ?

Les nouvelles règles sont applicables aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication **à partir du 18 octobre 2020**.

Quel est le nouveau plafond du montant des avances ?

Ainsi, **le montant des avances n'est plus plafonné à 60 % du montant du marché**.

Quel est le nouveau régime des garanties ?

Par ailleurs, le **régime des garanties est désormais harmonisé que l'avance soit inférieure ou supérieure à 30 % du montant du marché** (art. R. 2191-7 dernier alinéa et art. R. 2191-8 CCP) :

- A noter que pour les marchés de l'Etat, aucune garantie n'est prévue pour les avances inférieures ou égales à 30 %,
- La délivrance d'une avance quel que soit son montant n'est pas obligatoirement conditionnée par la constitution d'une garantie à 1^{ère} demande mais l'acheteur peut l'exiger.
- Si l'acheteur en est d'accord, la garantie peut prendre la forme d'une caution personnelle et solidaire et ne couvrir qu'une partie de l'avance.

Quelles sont les nouvelles modalités de remboursement des avances ?

- **Le démarrage du remboursement :**
 - o Pour les avances ≤ 30 % du montant TTC du marché, le régime est inchangé : le remboursement se fait lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % TTC du marché ;
 - o Pour les avances > 30 % du montant TTC du marché, celui-ci a lieu dès la première demande de paiement (art. R. 2191-11 CCP)

- **La fin du remboursement :**
 - Pour les avances inférieures à 80 %, le remboursement total doit être intervenu lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % ;
 - Dans les autres cas, il doit être intervenu lorsque le montant TTC des prestations exécutées atteint le montant de l'avance versée (art. R. 2191-12 CCP).

Ce régime est également applicable aux marchés à tranches et aux accords-cadres à bon de commande (art. R. 2191-14 et R. 2191-19 CCP).

4. Puis-je solliciter une prolongation de mes délais d'exécution ?

Les entreprises peuvent se trouver, notamment du fait de difficultés d'approvisionnement (frontières fermées), de cas avérés atteints de la Covid-19 ou de cas contacts sur leurs chantiers, dans l'incapacité d'exécuter leurs marchés dans les délais contractuels.

Les dispositions du Décret n° [2020-1310](#) du 29 octobre 2020 modifié par le Décret n° [2020-1331](#) du 2 novembre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire prévoient notamment **les modalités de gestion des cas avérés atteints de la Covid-19, des personnes présentant des symptômes et l'isolement des cas contacts.**

Ces dispositions sont reprises :

- D'une part, dans le **Protocole National pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid** (dernière [MAJ au 29 octobre 2020](#) - page 12) ;
- D'autre part, dans le **Guide de l'OPPBTP** (dernière [MAJ au 2 novembre 2020](#)).

Dans de telles hypothèses, les entreprises ont intérêt à invoquer auprès de leurs donneurs d'ordre par écrit ces difficultés et à solliciter une modification du planning des travaux en conséquence.

➤ **Pour les marchés publics soumis au CCAG Travaux 2009 modifié en 2014 :**

Lorsqu'une entreprise rencontre des difficultés imprévues au cours du chantier, elle est en droit d'obtenir **« soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux, soit le report du début du délai des travaux »** (Art. 19.2.2 du CCAG Travaux). La durée de la prolongation ou du report est alors proposée par le maître d'œuvre après avis de l'entreprise et décidée par le maître d'ouvrage.

➤ **Pour les marchés privés :**

Dans le respect des mesures édictées par les pouvoirs publics et des préconisations du Protocole National et du Guide OPPBTP, notamment sur la gestion des collaborateurs (avérés / symptomatiques / cas contacts) conduits à l'isolement, les entreprises font face à un manque de personnel.

Il revient aux entreprises concernées d'indiquer au donneur d'ordre que cette organisation retarde l'avancement du chantier et de solliciter en conséquence un report de la date contractuelle d'achèvement des travaux.

Pour traiter des cas contacts, un exemple de lettre à adresser à votre donneur d'ordre pour solliciter cette prolongation de délais est proposé par la FNTP (daj@fnntp.fr).

5. Mon donneur d'ordre retarde le paiement des travaux que j'ai réalisés, que puis-je faire ?

Pour les marchés de la commande publique comme pour les marchés privés, les entreprises ne doivent pas hésiter à saisir le **médiateur des entreprises** en cas de litiges ou à lui écrire (cf. [lien](#) vers le site). Il s'agit d'un service gratuit.

Vous trouverez des exemples de mise en demeure sur le [site](#) de la FNTF.

Pour les marchés des collectivités territoriales, les entreprises peuvent également adresser un courrier de demande de mandatement d'office au Préfet en cas de retard de paiement des sommes dues ou de retard de paiement des intérêts moratoires ([Coronavirus - FNTF - Modèle Lettre de mandatement impayés marchés publics](#) : deux modèles sont répertoriés sur le site).

6. Des clauses d'insertion prévues au marché ne peuvent être respectées, que puis-je faire ?

Les entreprises doivent saisir leurs donneurs d'ordre lorsqu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'appliquer ces clauses. Il est nécessaire au préalable de vérifier si des procédures d'alerte spécifiques ont été prévues dans les pièces du marché.

Le [Guide sur les aspects sociaux de la commande publique](#) précise les hypothèses dans lesquelles les entreprises peuvent demander la suspension de clauses d'insertion en son Paragraphe 1.5.2 « **Faire de l'insertion professionnelle une obligation contractuelle** » (page 28) :

« Il est nécessaire de prendre en compte les difficultés conjoncturelles des entreprises (...). Une telle disposition est susceptible d'entrer en conflit avec d'autres obligations du titulaire au titre du code du travail (articles L 1233-45 et L 1242-5, notamment) lorsqu'il fait face à des mesures d'activité partielle ou de licenciement économique au sein de son entreprise, mesures qui sont généralement assorties d'une interdiction d'embauche. Il en est de même lorsqu'un critère de performance en matière d'insertion professionnelle a été utilisé, accompagné d'une clause de contrôle et de sanction. Il appartient à l'acheteur en relation avec le facilitateur d'examiner la demande de l'entreprise d'alléger ou de suspendre la clause sociale d'insertion professionnelle tant que perdurent ces difficultés et le risque de contradiction avec le code du travail.

La reconnaissance de cette situation sera matérialisée par un ordre de service de l'acheteur. Cette situation ne s'applique qu'à l'entreprise (identifiée par son RCS ou numéro d'inscription au registre des métiers), qui assure l'exécution du marché à titre principal (ou le sous-traitant, s'il est concerné par l'application de la clause sociale d'insertion professionnelle). Dans ces deux situations, l'application de la clause est suspendue par l'acheteur public sous réserve du respect par l'entreprise de formalités et conditions qu'il paraît utile de préciser dans le cadre du CCAP ».

Il est également évoqué l'hypothèse où le contexte du marché a rendu la clause inapplicable (cf. « Une fois le marché notifié, s'il apparaît que la clause sociale d'insertion professionnelle n'est pas réalisée, l'acheteur public applique les sanctions spécifiques prévues au marché (par exemple : pénalités, réfaction ou retenue), sauf si le contexte du marché a rendu cette clause inapplicable »).

Un exemple de courrier à adresser à votre donneur est proposé par la FNTF (daj@fntp.fr).

TRESORERIE DES ENTREPRISES

Pour faire face à la crise, le Gouvernement a mis en place un certain nombre de dispositifs pour aider les entreprises.

7. Quid des Cotations Banque de France - Assureurs-crédit ?

➤ Point d'attention sur la Cotation Banque de France 2020

La Banque de France reprend la cotation des entreprises après l'avoir interrompue au plus fort de la crise.

270 000 entreprises sont concernées. La cote de la Banque de France a une incidence très forte sur le financement des entreprises.

Dans le contexte de crise actuel, ses analystes financiers ont été invités à veiller tout particulièrement à ne pas modifier de manière brutale la cotation à la suite d'une baisse temporaire d'activité et d'une perte de rentabilité dès lors qu'au vu de l'ensemble des informations transmises, la situation financière de l'entreprise cotée permet d'y faire face.

Comme chaque année, tout dirigeant peut également solliciter s'il le souhaite, un entretien avec la Banque de France (cf. [Fiche](#) Banque de France).

➤ Point d'attention Assureurs-crédit

Le site « acheteurs-assurance-credit.fr » est un espace dédié aux entreprises évaluées par les assureurs-crédit (acheteurs). En se connectant, les entreprises peuvent vérifier leur notation.

8. Où me renseigner si mon entreprise est en difficultés ?

➤ Consulter [la plate-forme](#) spécifique mise en place par le Ministère de l'économie

Cette [plate-forme](#) recense les mesures de soutien aux entreprises, notamment [celles mises en place en faveur des entreprises du bâtiment et des TP](#), les [mesures d'urgence](#) et les [différentes FAQ](#) publiées par le Gouvernement.

Plus spécifiquement, y sont intégrés :

- la [FAQ actualisée au 7 novembre 2020 sur les mesures de soutien économiques](#),
- ainsi qu'un [document synthétique sur les mesures de soutien aux entreprises](#).

➤ Appeler le numéro spécial d'information

Un numéro spécial d'information sur les mesures d'urgences pour les entreprises et les associations en difficulté est effectif depuis lundi 2 novembre.

Composez le 0806 000 245

Ce numéro est accessible du lundi au vendredi de 9h à 12h puis de 13h à 16h.

Il est conçu pour renseigner et orienter les professionnels vers les différentes aides d'urgences mises en place. Ce service est assuré conjointement par la **Direction générale des finances publiques et l'Urssaf** qui mobilisent chacun deux centres d'appels pour mener à bien cette mission d'information.

9. Comment obtenir des reports de paiement de mes échéances fiscales ?

Depuis le 20 octobre, les entreprises peuvent solliciter leur **service des impôts des entreprises (SIE)** pour demander des **délais de paiement de leurs impôts directs** (hors TVA et prélèvements à la source).

Ce dispositif s'adresse aux entreprises concernées par une interruption ou une restriction de leur activité liée à une mesure de fermeture **ou lorsque leur situation financière le justifie**.

Les demandes seront examinées au **cas par cas**.

De plus, **comme annoncé le 12 octobre**, l'échéance de **taxe foncière** due par les entreprises propriétaire-exploitantes de leur local commercial ou industriel est reportée de **3 mois**, sur simple demande.

Par ailleurs, un dispositif exceptionnel de plans de règlement permet aux entreprises d'étaler sur une durée pouvant atteindre 3 ans, le paiement de leurs impôts professionnels dus pendant la période de crise sanitaire et non encore réglés.

10. Quelles sont les aides (prêts, garanties) dont les entreprises de TP peuvent bénéficier en matière de soutien à la trésorerie ?

Tableau récapitulatif des aides

INTERLOCUTEUR	DISPOSITIF	DESCRIPTION DU DISPOSITIF	ENTREPRISES CONCERNEES
PGE			
Banques	Prêt garanti par l'État (PGE)	Le prêt peut représenter jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires 2019 (25 % du CA HT 2019), ou 2 années de masse salariale pour les entreprises innovantes ou créées depuis le 1 ^{er} janvier 2019. La garantie est de 90 % pour les entreprises de moins de 5 000 salariés et de moins de 1,5 Md € de CA. Pour les entreprises de taille plus importante, la	Toutes les entreprises et tous les professionnels , quels que soient leur taille, leur activité et leur statut juridique (PME, ETI, agriculteurs, entreprise innovante, micro-entrepreneur, ...).

		<p>part du prêt garantie par l'État est de 70 % ou de 80 %.</p> <p>Le coût de la garantie est fixé par l'état et les banques, par la voix du président de la fédération bancaire française, se sont engagées à octroyer à « prix coûtant » les prêts garantis par l'État.</p> <p>Aucun remboursement ne sera exigé la première année ; l'entreprise devra décider, à l'issue de cette première année, de rembourser le prêt ou de l'amortir sur une durée de 1, 2, 3, 4 ou 5 ans.</p> <p>L'Etat a négocié des taux pour les PME avec les banques françaises compris entre 1 et 2,5 %, garantie de l'État comprise.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 à 1,5 % pour des prêts remboursés d'ici 2022 ou 2023, - 2 à 2,5 % pour des prêts remboursés d'ici 2024 à 2026, coût de la garantie de l'État compris. <p>Toutes les entreprises qui le souhaitent pourront demander un nouveau différé de remboursement d'un an, soit deux années au total de différé.</p> <p>La Banque de France a accepté que les demandes de différends supplémentaires ne soient pas considérées comme un défaut de paiement des entreprises.</p>	<p>Le PGE sera commercialisé par les banques jusqu'au 30 juin 2021 (au lieu de décembre 2020 précédemment).</p>
PRETS DE L'ÉTAT POUR LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE			
CODEFI	<p>Prêts bonifiés et avances remboursables</p> <p>Ressources utiles Fiche sur les prêts à taux bonifié Fiche sur les avances remboursables</p>	<p>Dispositif discrétionnaire d'intervention doté de 500 M €. Il est activé à l'initiative des CODEFI.</p> <p>Il a vocation à être utilisé lorsque le recours au PGE est impossible et que les plans d'apurement du passif fiscal et social sont insuffisants pour permettre le retournement. L'éligibilité au dispositif est soumise à certaines conditions</p>	<p>Destiné aux entreprises « stratégiques » de 50 à 250 salariés, ayant des difficultés à obtenir un PGE.</p>
CODEFI	<p>Prêts FDES</p>	<p>Dispositif d'intervention activé par les CODEFI, doté de 1 Md €, qui a vocation à accompagner les restructurations financières et opérationnelles d'entreprises en difficulté aux côtés de financeurs privés.</p>	<p>Principalement pour les entreprises en difficulté de + 250 salariés (ETI).</p>

<p>CODEFI</p>	<p>Prêts participatifs exceptionnels de l'État pour les entreprises n'ayant pas obtenu de PGE</p> <p>Ressources utiles Fiche sur les prêts participatifs</p>	<p>Prêt participatif de 10 000 à 50 000 euros destiné à permettre aux entreprises à la fois de reconstituer un volant de trésorerie et améliorer leur structure de bilan : prêts « junior », à rembourser en 7 ans au taux de 3,5 %.</p> <p>Les entreprises concernées doivent se rapprocher des CODEFI de leur département. Après examen du dossier et pré-décision par le CODEFI, l'entreprise pourra finaliser sa demande simplifiée de prêt participatif sur une plateforme en ligne.</p>	<p>TPE et PME de moins de 50 salariés n'ayant pas obtenu de PGE, et justifiant de perspectives réelles de redressement de l'exploitation.</p> <p>Prêts accessibles jusqu'au 30 juin 2021 (au lieu de décembre 2020).</p>
<p>DISPOSITIFS BPI FRANCE</p>			
<p>BPI FRANCE</p>	<p>Fonds de garantie « Ligne de Crédit Confirmée » Contact Bpifrance</p> <p>Pour obtenir une garantie BPI, s'adresser à sa banque.</p>	<p>La garantie peut être portée à 90 %.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si la cotation FIBEN correspond à 0, non noté, et de 3++ à 4, la commission est de 1,25 %. - Si la cotation FIBEN est comprise entre 5+ à 9, la commission est 2,50 %. <p>La commission s'applique sur le montant de la ligne accordée par application du taux annuel indiqué.</p> <p>Plafond de risques maximum (encours toutes banques confondues) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les PME ; - 30 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les ETI. 	<p>Peuvent bénéficier de ce fonds les PME et les entreprises de taille intermédiaire (ETI), quelle que soit leur date de création.</p> <p>Par dérogation à la définition européenne des PME, sont éligibles à ce dispositif spécifique toutes les PME ou ETI, quel que soit le niveau de détention de leur capital par une ou plusieurs sociétés de capital-risque ou de capital investissement.</p>
<p>BPI FRANCE</p>	<p>Fonds Garantie Trésorerie</p> <p>Ressources utiles Contact Bpifrance</p> <p>Pour obtenir une garantie BPI, s'adresser à sa banque</p>	<p>La garantie peut être portée à 90 %.</p> <p><u>Pour les PME :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la quotité maximum est de 90 % ; - la commission est de 1,25 %. <p><u>Pour les ETI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la quotité maximum est de 90 % ; - si la cotation FIBEN correspond à 0, non noté et de 3++ à 4, la commission est de 1,25 % ; - si la cotation FIBEN est comprise entre 5+ à 9, la commission est de 2,50 %. <p>Plafond de risques maximum (toutes banques confondues) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les PME ; 	

		<p>- 30 millions € sur une même entreprise ou groupe d'entreprises pour les ETI.</p> <p>Peuvent être garantis les nouveaux financements amortissables (crédit ou crédit-bail), à moyen ou long terme.</p> <p>La durée de la garantie, égale à celle du crédit, est comprise entre 2 et 7 ans.</p> <p>Elle peut être portée à 15 ans maximum lorsque le crédit est assorti d'une sûreté sur un actif immobilier ou en cas de cession bail immobilière.</p>	
BPI FRANCE	<p>Prêt Atout</p> <p>Ressources utiles <u>Plus d'informations sur le Prêt Atout</u></p>	<p>Le prêt Atout de Bpifrance est un crédit sans garantie, d'un montant de 50 000 à 5 000 000 € pour les PME, et jusqu'à 30 000 000 € pour les ETI.</p> <p>Il est octroyé sur une durée de 3 à 5 ans, avec un différé d'amortissement en capital jusqu'à 12 mois.</p>	<p>TPE, PME, ETI qui « traversent un moment difficile lié à la crise sanitaire de COVID-19 ».</p> <p>Ce prêt financera un besoin de trésorerie ponctuel / une augmentation exceptionnelle du Besoin en Fonds de Roulement (BFR), lié à la conjoncture.</p> <p>Tous les secteurs d'activité sont concernés, sauf exclusions (les SCI, les entreprises d'intermédiation financière, les entreprises de promotion et de locations immobilières, les entreprises agricoles ayant un CA inférieur à 750 000 €, et les entreprises en difficulté).</p>
BPI FRANCE	<p>Prêt Rebond</p> <p>Ressources utiles <u>Plus d'informations sur le Prêt Rebond</u></p>	<p>Le montant du prêt rebond est variable selon les régions.</p> <p>Il est plafonné à celui des fonds propres ou quasi-fonds propres de l'entreprise, emprunteur, (y compris les apports) avec un minimum de 10 000 € et un maximum de 300 000 €.</p> <p>La durée de l'amortissement est de 7 ans, dont 2 ans de différé d'amortissement en capital. Le taux fixe préférentiel peut varier selon les régions.</p>	<p>Sont concernées par le Prêt Rebond les PME de 12 mois d'activité minimum et tous secteurs d'activité, sauf exclusions (les SCI, les entreprises d'intermédiation financière, les entreprises de promotion et de locations immobilières,</p>

			les entreprises agricoles ayant un CA inférieur à 750 000 €).
BPI FRANCE	Fonds de renforcement des PME (FRPME)	<p>Le FRPME intervient, entre 0,5 et 5 M €, en capital développement sous la forme principalement d'Obligations à Bon de Souscription d'Actions (OBSA) sur des opérations de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - financement de Besoin en fonds de Roulement (BFR) ; - renforcement ou de restructuration de haut de bilan. 	<p>PME ou petites Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI), industrielles ou de services, réalisant au moins 5 M € de chiffre d'affaires.</p> <p>Les entreprises du secteur de la construction y sont éligibles.</p>

11. Puis-je bénéficier de l'aide du fonds de solidarité ?

Oui, sous conditions.

L'État, les Régions et certaines grandes entreprises ont mis en place un fonds de solidarité pour aider les **plus petites entreprises les plus touchées par la crise**.

L'Ordonnance [2020-317](#) du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation a précisé que cette aide concerne les petites entreprises exerçant une activité économique particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du covid-19.

Le Décret n° [2020-371](#) du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation, modifié par le Décret n° [2020-394](#) du 2 avril 2020, le Décret n° [2020-552](#) du 12 mai 2020 et le Décret n° [2020-873](#) du 16 juillet 2020 en définit le fonctionnement.

Le Décret n° [2020-1328](#) du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation vient modifier les décrets susvisés.

NOMBRE DE SALARIÉS	CHIFFRE D'AFFAIRES	ZONE	SECTEUR	PERTE DE CA	MONTANT DE L'AIDE / MOIS
Pertes subies au cours des mois de mars à juin 2020					
Moins de 20 salariés	2 millions max	Toutes zones	Tous secteurs	Perte > 50%	Jusqu'à 1 500 €
Pour les pertes subies à compter d'octobre 2020					
Moins de 50 salariés	Sans limite	Zone de couvre-feu	Tous secteurs	Perte > 50%	Jusqu'à 1 500 €

Pour les pertes subies à compter de novembre 2020					
Moins de 20 salariés	2 millions max	Toutes zones	Tous secteurs	Perte > 50%	Jusqu'à 1 500 €

Les entreprises du secteur de la construction ne peuvent pas bénéficier de l'aide annoncée dans la limite de 10 000 € par mois, n'étant pas listé comme secteur fermé administrativement, le secteur S1 (activités particulièrement touchées par la crise) et S1bis (activités connexes aux activités recensées dans S1). Les activités des secteurs S1 et S1bis sont répertoriées dans les Annexes 1 et 2 du Décret n° [2020-371](#) du 30 mars 2020, complété par le Décret n° [2020-1328](#) du 2 novembre 2020.

Les entreprises éligibles au fonds de solidarité continuent à faire leur demande sur le sur le portail du impots.gouv.fr en renseignant les éléments suivants : SIREN, SIRET, RIB, le chiffre d'affaires du mois concerné et celui du mois de référence, déclarations, déclaration sur l'honneur :

- à partir du 20 novembre : pour l'aide versée au titre du mois d'octobre, dans les départements ayant subi un couvre-feu.
- à partir du début décembre pour l'aide versée au titre du mois de novembre.

Le montant de l'aide est calculé automatiquement sur la base des éléments déclarés. La DGFIP effectuera des contrôles de premier niveau et versera l'aide rapidement au demandeur. Des contrôles de second niveau pourront être effectués par la DGFIP postérieurement au versement de l'aide.

[Voir le site du Ministère de l'économie et la FAQ relative au Fonds de solidarité \(MAJ 18/11/2020\).](#)

12. Puis-je obtenir le report du paiement de mes loyers ?

Non, le secteur de la construction n'est pas concerné par ces dispositions.

Le Gouvernement a pris l'engagement d'introduire dans le projet de loi de finances pour 2021 un crédit d'impôt visant à inciter les bailleurs à participer au soutien aux **seules entreprises les plus affectées par les mesures restrictives mises en œuvre (entreprises de moins de 250 salariés, fermées administrativement ou appartenant au secteur de l'hôtellerie, des cafés et de la restauration).**

VIE DES ENTREPRISES

13. Quelles sont les adaptations en matière de commande publique pour les entreprises en redressement judiciaire ?

Deux mesures ont été adoptées le 17 juin 2020 afin de sécuriser l'accès des entreprises en voie de redressement aux marchés publics, face aux pratiques très diverses des acheteurs.

Ainsi, jusqu'au 10 juillet 2021 :

- D'une part, **les entreprises qui bénéficient d'un plan de redressement sont autorisées à participer aux procédures de mise en concurrence sans avoir à démontrer qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible du contrat (Ordonnance n° [2020-738](#) du 17 juin 2020, art 1 : « Les entreprises admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger ne peuvent être exclues, pour ce motif, de la procédure de passation des marchés et des contrats de concessions lorsqu'elles bénéficient d'un plan de redressement. »)**
- **Un marché public ne peut être résilié du seul fait que le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire.** L'article 38 de la Loi n° [2020-734](#) du 17 juin 2020 prévoit parallèlement et en complément que, par dérogation à l'article [L. 2195-4](#) du Code de la Commande, l'acheteur ne peut procéder à la résiliation unilatérale d'un marché public au motif que le titulaire est admis à la procédure de redressement judiciaire, si cette admission intervient avant le 10 juillet 2021 inclus.

14. Quelles sont les adaptations pour les entreprises en difficultés ?

- Prorogation jusqu'à 10 mois de la durée de la conciliation

L'ordonnance n°2020-341 du 27 mars 2020 modifiée par l'ordonnance n°2020-596 du 20 mai 2020, avait institué une prorogation automatique de 5 mois de la durée de droit commun de la procédure de conciliation (4 mois+1 mois et au-delà en cas de dépôt d'une requête en homologation de l'accord). Mais elle était **limitée aux conciliations qui étaient en cours jusqu'au 23 août 2020.**

L'ordonnance n°2020-1443 du 25 novembre 2020 prévoit désormais que, pour les procédures en cours ouvertes à partir du 24 août ou à partir du 26 novembre 2020, la durée de la conciliation peut être **prorogée, à la demande du conciliateur, une ou plusieurs fois jusqu'à un maximum de 10 mois.** L'ordonnance du Président du tribunal doit être motivée.

Cette(ces) demande(s) de prorogation peu(ven)t être formulée(s) **jusqu'au 31 décembre 2021.** Toutes les conciliations qui seront ouvertes pendant l'année 2021 seront donc concernées par cette possibilité de porter à 10 mois la durée de la conciliation.

- Efficacité de la procédure de prise en charge par les AGS dans les procédures collectives

La procédure de prise en charge par les AGS des salaires et indemnités de rupture suppose l'établissement par le mandataire judiciaire d'un relevé soumis au représentant des salariés et au visa du juge-commissaire.

Afin d'accélérer la réception des fonds par les salariés concernés, l'ordonnance du 25 novembre 2020 prévoit que, dans les procédures collectives en cours et jusqu'au 31 décembre 2021, les états de prise en charge par les AGS sont adressés aux AGS **sous la seule signature du mandataire**. Si l'exemplaire portant le visa du juge-commissaire n'est pas conforme, le mandataire le transmet sans délai à l'AGS.

- Communication par tout moyen entre mandataires de justice d'une part, et le greffe ou la juridiction, d'autre part.

L'ordonnance du 27 mars 2020 modifiée par celle du 20 mai 2020 prévoyait que les communications entre le greffe, l'administrateur judiciaire et le mandataire judiciaire, ainsi qu'entre les organes de la procédure (administrateur, mandataire, juge-commissaire, ministère public, contrôleur) sont faites par tout moyen. Mais cette possibilité n'était ouverte **que jusqu'au 23 juin 2020**.

L'ordonnance n° [2020-1443](#) du 25 novembre 2020 restaure le **principe de cette communication par tout moyen à partir du 26 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2021**. Précédemment limité aux procédures collectives, il est étendu aux échanges entre mandataire ad hoc ou conciliateur, d'une part, et le greffe et le président du Tribunal, d'autre part. En revanche, il ne vise plus que les échanges entre, d'une part, les mandataires de justice et, d'autre part, le greffe et la juridiction (juge-commissaire, tribunal ou Président du Tribunal, selon le cas). Les documents déposés au greffe pour permettre leur consultation ne sont pas concernés.

15. Comment respecter mes obligations en matière d'Assemblée générale annuelle ?

En ce qui concerne les Assemblées générales et les réunions des autres organes collégiaux

Une [FAQ détaillée](#) a été mise en ligne et mise à jour par Le Ministère de l'Economie sur ce point.

L'Ordonnance n° [2020-321](#) du 25 mars 2020 adapte les règles de convocation, d'information, de réunion et de délibération des assemblées et des organes collégiaux d'administration, de surveillance et de direction des personnes morales et des entités dépourvues de personnalité morale de droit privé et permet, notamment, **leur tenue par conférence téléphonique ou audiovisuelle**.

La FNTF a établi une note en détaillant les dispositions ([Coronavirus - FNTF - Note juridique Ordonnance du 25 mars 2020 - Assemblées et organes collégiaux](#)).

Le Décret n° [2020-418](#) du 10 avril 2020 est venu en préciser certains points avec à la fois des mesures générales et des mesures spécifiques aux SARL et à certaines sociétés par actions.

Le Décret n° [2020-925](#) du 29 juillet 2020 prorogeant la durée d'application de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020, du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 et du décret n° 2020-629 du 25 mai 2020 **a prolongé jusqu'au 30 novembre 2020 (au lieu du 31 juillet) les adaptations des règles relatives aux réunions et délibérations des assemblées et organes dirigeants des personnes morales en raison de l'épidémie de Covid-19.**